

Situation Mensuelle de l'Etat



Décembre 2021 Définitive



Synthèse.....	2
Faits marquants	2
Chiffres clés.....	4
Solde d'exécution budgétaire	5
Dépenses.....	6
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme	7
Recettes	10
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé)	10
Recettes non fiscales du budget général.....	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours.....	14
Opérations des comptes spéciaux	15
Données patrimoniales.....	16
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	16
Dettes financières de l'Etat	17
Notes méthodologiques.....	18



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -170,739 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin décembre 2021 s'élève à -170,739 Md€ contre -188,612 Md€ à fin décembre 2020 retraité.

Cette évolution (+17,873 Md€) s'explique par une augmentation des dépenses nettes de 30,901 Md€,

une hausse des recettes nettes de 42,783 Md€, une variation positive du solde des comptes spéciaux de 6,030 Md€ et une variation négative du solde des budgets annexes de -0,039 Md€.

Dépenses du budget général (nettes de R&D) : 426,732 Md€

Les principales dépenses de l'année (en CP)

► **Mission Enseignement scolaire** : 75,898 Md€, principalement au titre des programmes « Enseignement scolaire public du second degré » (33,976 Md€) et « Enseignement scolaire public du premier degré » (23,588 Md€) ;

► **Mission Défense** : 49,433 Md€, essentiellement au titre des programmes « Soutien de la politique de la défense » (22,299 Md€), « Equipement des forces » (14,217 Md€) et « Préparation et emploi des forces » (11,182 Md€) ;

► **Mission Engagements financiers de l'Etat** : 38,424 Md€, essentiellement au titre du programme « Charge de la dette et de la trésorerie de l'Etat » (37,807 Md€) ;

► **Mission Plan d'urgence face à la crise sanitaire** : 34,352 Md€, principalement au titre du programme « Fonds de solidarité pour les entreprises » (26,772 Md€) ;

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 29,476 Md€, essentiellement au titre des programmes « Handicap et dépendance » (12,832 Md€) et « Inclusion sociale et protection des personnes » (12,426 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin décembre 2021 s'élèvent à 426,732 Md€ contre 395,831 Md€ à fin décembre 2020 retraité.

Cette évolution (+30,901 Md€) résulte essentiellement de la hausse des dépenses d'intervention pour 23,162 Md€ (principalement la mission « Plan de relance » pour 16,615 Md€, mission créée en LFI 2021), des dépenses

► **Mission Recherche et enseignement supérieur** : 28,774 Md€, notamment au titre du programme « Formations supérieures et recherche universitaire » (13,998 Md€) ;

► **Mission Ecologie, développement et mobilité durables** : 25,000 Md€, montant réparti sur les divers programmes composant la mission ;

► **Mission Sécurités** : 20,988 Md€, essentiellement au titre des programmes « Police nationale » (11,050 Md€) et « Gendarmerie nationale » (9,220 Md€) ;

► **Mission Plan de relance** : 18,849 Md€, principalement au titre du programme « Cohésion » (12,096 Md€) ;

► **Mission Travail et emploi** : 17,681 Md€, essentiellement au titre des programmes « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » (10,059 Md€) et « Accès et retour à l'emploi » (6,879 Md€).

d'investissement pour 2,471 Md€ (principalement la mission « Défense » pour 1,609 Md€), des charges de la dette de l'Etat pour 2,294 Md€ (hausse prévue en lois de finances), des dépenses de personnel pour 1,809 Md€ (hausse prévue en lois de finances) et des dépenses d'opérations financières pour 1,317 Md€.

Recettes du budget général (nettes de R&D) : 255,215 Md€

Les principales recettes de l'année

► **TVA nette** : 95,539 Md€ ;

► **IR net** : 78,654 Md€ ;

► **IS net** : 46,315 Md€ ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 40,539 Md€, dont 18,684 Md€ de droits de mutation à titre gratuit et 9,699 Md€ d'autres taxes intérieures (principalement au titre de la TICFE) ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 28,219 Md€, dont 11,814 Md€ de prélèvements de solidarité ;

► **TICPE nette** : 18,329 Md€ ;

► **Recettes non fiscales - divers** : 9,503 Md€, dont un versement de 5,118 Md€ de l'UE pour cofinancer une partie des dépenses engagées par la France au titre du plan de relance ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -26,368 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -43,371 Md€, dont -26,758 Md€ au titre de la DGF.



Recettes fiscales (nettes de R&D) : 295,738 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin décembre 2021 s'élèvent à 295,738 Md€ contre 249,218 Md€ à fin décembre 2020 retraité.

Cette évolution (+46,520 Md€) s'explique essentiellement par des augmentations de recettes de TVA nette pour 14,977 Md€ (montant lié à une hausse de TVA brute de 15,219 Md€), d'IS net pour 9,986 Md€ (montant lié à une hausse de l'IS brut de 8,858 Md€), d'IR net pour 4,645 Md€ (en raison d'une baisse des R&D de 2,641 Md€ et

d'une hausse d'IR brut de 2,004 Md€), de TICPE nette pour 4,410 Md€ (montant lié à une hausse de TICPE brute de 4,121 Md€), et des autres recettes fiscales nettes pour 12,502 Md€ (notamment en raison de l'augmentation des recettes brutes de « mutations à titre gratuit » pour 3,576 Md€ et de « retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes » pour 1,955 Md€).

Recettes non fiscales : 21,257 Md€

Les recettes non fiscales à fin décembre 2021 s'élèvent à 21,257 Md€ contre 14,709 Md€ à fin décembre 2020 retraité.

Cette évolution (+6,548 Md€) s'explique

notamment par un versement de l'UE à hauteur de 5,118 Md€ pour cofinancer une partie des dépenses engagées par la France au titre du plan de relance.

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -69,739 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin décembre 2021 s'élèvent à -69,739 Md€ contre -63,462 Md€ à fin décembre 2020 retraité.

Cette évolution (-6,277 Md€) s'explique par des augmentations des prélèvements sur les recettes

de l'Etat au profit des collectivités territoriales à hauteur de 3,600 Md€ et au profit de l'Union européenne à hauteur de 2,677 Md€ (hausse des prélèvements prévues en lois de finances).

Fonds de concours : 7,960 Md€

Les fonds de concours à fin décembre 2021 s'élèvent à 7,960 Md€ contre 11,968 Md€ à fin décembre 2020 retraité.

Cette évolution (-4,008 Md€) s'explique

essentiellement par les versements effectués en 2020 dans le cadre du plan de relance, notamment par la SNCF, ainsi que ceux intervenus dans le cadre de la crise sanitaire.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : 0,786 Md€

Le solde des comptes spéciaux à fin décembre 2021 s'élève à +0,786 Md€ contre -5,244 Md€ à fin décembre 2020 à périmètre constant.

Cette évolution (+6,030 Md€) s'explique essentiellement par une amélioration du solde des comptes de concours financiers de +6,023 Md€ (notamment le compte « Avances aux collectivités

territoriales » pour +5,051 Md€, en raison d'une baisse des dépenses et d'une hausse des recettes de CFE/IFER et de TF, ainsi que le compte « Prêts à des Etats étrangers » en amélioration de +1,344 Md€, suite à des remboursements de prêts octroyés par l'AFD).

Solde des budgets annexes : -0,008 Md€

Le solde des budgets annexes au 31 décembre 2021 s'élève à -0,008 Md€ contre 0,031 Md€ à fin décembre 2020 retraité.

Cette évolution (-0,039 Md€) s'explique par une baisse de 0,066 Md€ du solde du budget annexe

« Contrôle et exploitations aériens » (BACEA) et une amélioration de 0,028 Md€ du solde du budget annexe « Publications officielles et information administrative » (BAPOIA).

Correspondants du Trésor et personnes habilitées : 174,861 Md€

Les dépôts des correspondants du Trésor et personnes habilitées au 31 décembre 2021 s'élèvent à 174,861 Md€ contre 156,229 Md€ au 31 décembre 2020.

Cette évolution (+18,632 Md€) résulte

essentiellement de la hausse des comptes de dépôts de fonds des collectivités et établissements publics locaux (CEPL) pour 8,370 Md€ et des établissements publics nationaux (EPN) pour 7,445 Md€.

Dettes financières de l'Etat : 2 172,809 Md€

La dette financière au 31 décembre 2021 s'élève à 2 172,809 Md€ contre 2 030,194 Md€ au 31 décembre 2020.

Cette évolution (142,615 Md€) s'explique

essentiellement par des flux nets relatifs aux titres négociables, avec une hausse des OAT de +150,379 Md€ et une baisse des BTF à hauteur de -6,229 Md€.



unité : million d'€.	Prévisions après LFR 2	Cumul à fin décembre			Renvoi Page
	2021	2021	2020 retraité	2020 exécuté	
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-181 218	-170 739	-188 612	-178 068	5
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors BA et FMI)	-181 093	-170 732	-188 643	-178 099	
Dépenses du budget général (nettes de R&D)	412 499	426 732	395 831	389 678	6
Recettes du budget général (nettes de R&D)	235 535	255 215	212 432	217 000	10
Principales recettes fiscales (nettes de R&D)					
- IR	77 044	78 654	74 009	74 009	
- IS *	36 407	46 315	36 329	36 329	
- TVA	91 958	95 539	80 562	113 770	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-4 128	786	-5 244	-5 421	15
Solde des budgets annexes	-125	-8	31	31	
DONNEES PATRIMONIALES					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées		174 861			16
Dette financière de l'Etat		2 172 809			17

* hors contribution sociale sur les bénéficiaires des sociétés
et contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés



	Prévisions après LFR 2	Cumul à fin décembre		
	2021	2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€.				
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics		994	994	994
Dépenses de personnel		134 716	132 907	133 005
Dépenses de fonctionnement		64 806	64 958	64 895
Charges de la dette de l'Etat		38 496	36 202	36 202
Dépenses d'investissement		16 093	13 622	13 640
Dépenses d'intervention		168 645	145 483	139 234
Dépenses d'opérations financières		2 982	1 665	1 707
Total des dépenses (nettes de R&D) (I)	412 499	426 732	395 831	389 678
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	277 581	295 738	249 218	255 953
Recettes non fiscales	22 352	21 257	14 709	14 768
Prélèvements sur recettes	-70 072	-69 739	-63 462	-65 690
Fonds de concours	5 674	7 960	11 968	11 968
Total des recettes (nettes de R&D) (II)	235 535	255 215	212 432	217 000
Total des recettes (nettes de R&D, hors prélèvements sur recettes)	305 607	324 954	275 895	282 690
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-176 965	-171 518	-183 399	-172 678
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	-2 713	-363	56	118
Solde des comptes de concours financiers	-1 448	648	-5 375	-5 613
Solde des comptes de commerce	-19	407	51	51
Solde des comptes d'opérations monétaires	51	1 495	1 521	1 521
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-4 128	786	-5 244	-5 421
Budgets annexes				
Contrôle et exploitation aérien	-155	-73	-7	-7
Publications officielles et information administrative	31	66	38	38
SOLDE DES BUDGETS ANNEXES (V)	-125	-8	31	31
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors BA et FMI) (V = III + IV)	305 588	-170 732	-188 643	-178 099
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV+V)	-181 093	-170 739	-188 612	-178 068



	Prévisions après LFR 2	Cumul à fin décembre		
		2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€.				
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL		134 716	132 907	133 005
Rémunérations d'activité		77 814	76 446	76 489
Cotisations et contributions sociales		56 070	55 692	55 749
Prestations sociales et allocations diverses		831	768	767
AUTRES TITRES		292 017	262 925	256 673
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics		994	994	994
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement		64 806	64 958	64 895
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		31 771	35 154	35 239
Subventions pour charges de service public		33 035	29 805	29 656
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat		38 496	36 202	36 202
Intérêts de la dette financière négociable		0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable		0	0	0
Charges financières diverses		38 496	36 202	36 202
Titre 5 - Dépenses d'investissement		16 093	13 622	13 640
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat		12 634	10 616	10 636
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat		3 459	3 006	3 004
Titre 6 - Dépenses d'intervention		168 645	145 483	139 234
Transferts aux ménages		56 782	55 127	54 725
Transferts aux entreprises		72 996	57 464	51 704
Transferts aux collectivités territoriales		11 858	9 225	9 193
Transferts aux autres collectivités		26 785	23 620	23 565
Appels en garantie		223	47	47
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières		2 982	1 665	1 707
Prêts et avances		761	270	312
Dotations en fonds propres		1 497	798	798
Dépenses de participations financières		725	597	597
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	412 499	426 732	395 831	389 678



	Prévisions après LFR 2		Cumul à fin décembre 2021		Cumul à fin décembre 2020 retraité	Cumul à fin décembre 2020 consommé
	AE	CP	AE consommées	CP consommées	CP consommés	CP consommés
unité : million d'€.						
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	2 863	2 864	2 857	2 864	2 942	2 941
Action de la France en Europe et dans le monde	1 825	1 827	1 801	1 809	1 785	1 785
Diplomatie culturelle et d'influence	701	701	707	707	758	758
Français à l'étranger et affaires consulaires	336	336	350	348	399	398
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	4 500	4 252	4 412	4 243	3 932	3 873
Administration territoriale de l'Etat	2 384	2 382	2 334	2 362	2 279	2 224
Vie politique, culturelle et associative	424	418	371	366	221	222
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	1 693	1 451	1 707	1 514	1 432	1 427
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	3 872	3 885	3 583	3 600	2 882	2 886
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture	2 607	2 625	2 366	2 383	1 712	1 712
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	638	637	612	608	555	556
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	627	624	605	609	615	619
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	5 643	5 544	5 620	5 568	3 380	3 380
Aide économique et financière au développement	1 286	1 472	1 218	1 453	1 180	1 180
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement ⁽¹⁾	1 420	1 420	1 420	1 420	0	0
Solidarité à l'égard des pays en développement	2 937	2 652	2 983	2 695	2 200	2 200
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	2 090	2 093	2 098	2 101	2 186	2 186
Liens entre la Nation et son armée	34	34	39	39	26	26
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	1 972	1 976	1 971	1 975	2 072	2 072
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	83	83	87	87	88	88
COHESION DES TERRITOIRES	17 257	17 249	17 622	17 151	17 724	17 725
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	2 875	2 900	2 877	2 898	2 434	2 434
Aide à l'accès au logement	12 439	12 439	12 438	12 437	13 893	13 893
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	1 059	1 059	1 396	941	510	510
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	187	239	301	282	266	267
Interventions territoriales de l'Etat	157	71	87	68	55	55
Politique de la ville	540	540	523	524	565	565
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	732	714	717	714	690	690
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	464	447	457	450	428	428
Conseil économique, social et environnemental	45	45	45	45	44	44
Cour des comptes et autres juridictions financières	222	222	215	218	218	218
Haut Conseil des finances publiques	1	1	1	1	0	0
CREDITS NON REPARTIS	521	221	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	97	97	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	424	124	0	0	0	0
CULTURE	3 502	3 471	3 866	3 835	3 272	3 163
Patrimoines	1 175	1 183	1 392	1 395	1 109	1 109
Création	940	910	1 082	1 044	899	900
Soutien aux politiques du ministère de la culture ⁽²⁾	751	747	746	743	684	1 155
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture ⁽¹⁾	637	632	646	652	579	0
DEFENSE	66 026	48 497	68 613	49 433	46 674	46 676
Environnement et prospective de la politique de défense	3 076	1 655	2 443	1 736	1 542	1 541
Préparation et emploi des forces	19 654	10 971	20 382	11 182	10 570	10 540
Soutien de la politique de la défense	22 323	22 256	22 340	22 299	21 939	21 971
Equiperment des forces	20 973	13 616	23 448	14 217	12 624	12 623
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	945	860	772	784	716	716
Coordination du travail gouvernemental	716	712	634	674	620	620
Protection des droits et libertés	103	102	102	101	96	96
Présidence française du Conseil de l'Union européenne en 2022 ⁽¹⁾	125	46	36	10	0	0
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	24 000	23 411	25 479	25 000	22 949	16 735
Infrastructures et services de transports	6 120	5 943	8 070	7 750	5 902	5 909
Affaires maritimes	197	200	167	166	160	160
Paysages, eau et biodiversité	237	227	229	241	190	191
Expertise, information géographique et météorologie ⁽²⁾	476	476	477	478	502	519
Prévention des risques	1 211	972	1 088	924	944	805
Energie, climat et après-mines	3 067	2 882	2 782	2 732	3 244	2 828
Service public de l'énergie	9 149	9 149	9 149	9 149	8 681	2 974
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	2 854	2 873	2 827	2 872	2 927	2 949
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat	689	689	689	689	400	400



	Prévisions après LFR 2		Cumul à fin décembre 2021		Cumul à fin décembre 2020 retraité	Cumul à fin décembre 2020 consommé
	AE	CP	AE	CP	CP	CP
			consommées	consommés	consommés	consommés
	unité : million d'€.					
ECONOMIE	4 101	4 685	3 055	3 501	2 958	2 920
Développement des entreprises et régulations	1 267	1 278	1 190	1 208	1 877	1 863
Plan "France Très haut débit"	0	577	0	436	225	225
Statistiques et études économiques	424	419	423	418	435	435
Stratégies économiques ⁽²⁾	411	411	443	439	421	397
Financement des opérations patrimoniales envisagées en 2021 sur le compte d'affectation spéciale "Participations financières de l'Etat" ⁽⁴⁾	2 000	2 000	1 000	1 000	0	0
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	38 440	38 620	38 112	38 424	36 230	36 230
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat	37 535	37 535	37 807	37 807	35 802	35 802
Appels en garantie de l'Etat	768	768	298	298	93	93
Epargne	64	64	65	65	58	58
Dotation du Mécanisme européen de stabilité	62	62	62	62	98	98
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	12	191	-120	191	179	179
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	75 964	75 832	76 006	75 898	74 177	73 969
Enseignement scolaire public du premier degré	23 651	23 651	23 588	23 588	23 101	23 101
Enseignement scolaire public du second degré	34 068	34 068	33 977	33 976	33 452	33 452
Vie de l'élève	6 378	6 378	6 384	6 384	6 039	6 041
Enseignement privé du premier et du second degrés	7 761	7 761	7 767	7 767	7 722	7 722
Soutien de la politique de l'éducation nationale	2 617	2 486	2 801	2 701	2 398	2 188
Enseignement technique agricole	1 489	1 489	1 488	1 481	1 464	1 464
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ⁽²⁾	10 217	10 152	10 147	10 105	10 042	10 028
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	7 641	7 582	7 612	7 553	7 597	7 577
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	926	922	904	916	891	894
Facilitation et sécurisation des échanges	1 650	1 647	1 631	1 636	1 555	1 557
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	1 747	1 835	1 704	1 806	1 814	1 814
Immigration et asile	1 298	1 385	1 261	1 364	1 423	1 423
Intégration et accès à la nationalité française	449	450	443	442	391	391
INVESTISSEMENTS D'AVENIR	16 517	3 931	14 094	3 823	2 140	2 027
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	-158	342	-318	182	302	302
Valorisation de la recherche	-80	610	-80	610	620	620
Accélération de la modernisation des entreprises	192	916	242	966	1 105	1 105
Financement des investissements stratégiques ⁽¹⁾	12 500	1 500	10 500	1 500	0	0
Financement structurel des écosystèmes d'innovation ⁽¹⁾	4 063	563	3 750	565	113	0
JUSTICE	10 366	9 877	10 203	9 871	9 163	9 151
Justice judiciaire	3 761	3 664	3 830	3 681	3 493	3 480
Administration pénitentiaire	4 637	4 184	4 338	4 138	3 863	3 863
Protection judiciaire de la jeunesse	927	914	924	915	862	862
Accès au droit et à la justice	575	575	601	602	465	465
Conduite et pilotage de la politique de la justice	462	535	507	530	475	476
Conseil supérieur de la magistrature	4	5	4	4	4	4
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	628	613	765	746	1 147	1 146
Presse et médias	266	266	276	276	411	411
Livre et industries culturelles	362	347	489	469	736	735
OUTRE-MER	2 595	2 344	2 551	2 372	2 327	2 332
Emploi outre-mer	1 663	1 658	1 661	1 673	1 728	1 728
Conditions de vie outre-mer	932	686	891	699	599	604
PLAN DE RELANCE ⁽¹⁾	42 657	26 732	34 957	18 849	0	0
Écologie ⁽¹⁾	18 366	6 824	13 776	3 810	0	0
Compétitivité ⁽¹⁾	6 709	4 402	5 235	2 943	0	0
Cohésion ⁽¹⁾	17 582	15 506	15 946	12 096	0	0
PLAN D'URGENCE FACE A LA CRISE SANITAIRE	13 712	13 712	34 326	34 352	41 820	41 820
Prise en charge du chômage partiel et financement des aides d'urgence aux employeurs et aux actifs précaires à la suite de la crise sanitaire	808	808	2 607	2 601	17 806	17 806
Fonds de solidarité pour les entreprises à la suite de la crise sanitaire	8 403	8 403	26 785	26 772	11 809	11 809
Renforcement exceptionnel des participations financières de l'Etat dans le cadre de la crise sanitaire	-429	-429	672	672	8 304	8 304
Compensation à la sécurité sociale des allègements de prélèvements pour les entreprises les plus touchées par la crise sanitaire	4 500	4 500	4 000	4 000	3 900	3 900
Matériels sanitaires pour faire face à la crise de la Covid-19 ⁽¹⁾	430	430	262	308	0	0
POUVOIRS PUBLICS	994	994	994	994	994	994
Présidence de la République	105	105	105	105	105	105
Assemblée nationale	518	518	518	518	518	518
Sénat	324	324	324	324	324	324
La Chaîne parlementaire	34	34	34	34	34	34
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	12	12	12	12	13	13
Haute Cour	0	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	1	1	1	1	1	1



	Prévisions après LFR 2		Cumul à fin décembre 2021		Cumul à fin décembre 2020 retraité	Cumul à fin décembre 2020 consommé
	AE	CP	AE	CP	CP	CP
	unité : million d'€.		consommées	consommés	consommés	consommés
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	28 806	28 694	29 158	28 774	28 515	28 748
Formations supérieures et recherche universitaire	13 891	13 999	13 935	13 998	13 672	13 676
Vie étudiante	3 084	3 084	3 044	3 041	3 005	3 005
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	7 225	7 078	7 207	7 067	6 901	6 903
Recherche spatiale	1 617	1 617	1 615	1 615	1 874	1 874
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	1 933	1 781	2 676	2 014	1 827	1 827
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	701	779	332	688	776	890
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	0	0	119	119
Recherche culturelle et culture scientifique ⁽³⁾	0	0	0	0	-4	108
Enseignement supérieur et recherche agricoles	355	355	350	352	345	345
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	6 113	6 112	6 107	6 108	6 244	6 244
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	4 173	4 172	4 168	4 169	4 222	4 222
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	810	810	810	810	823	823
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	1 130	1 130	1 130	1 130	1 200	1 200
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	4 262	4 136	4 644	4 188	3 623	3 618
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	4 024	3 929	4 368	3 987	3 414	3 410
Concours spécifiques et administration	238	207	277	201	209	208
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	130 749	130 749	130 381	130 386	137 256	151 021
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat	122 978	122 978	122 282	122 287	128 093	128 093
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux	7 771	7 771	8 099	8 099	9 164	22 929
SANTE	1 287	1 290	1 498	1 495	1 801	1 724
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	285	288	496	493	835	788
Protection maladie	1 002	1 002	1 002	1 002	966	936
SECURITES	21 393	20 856	21 441	20 988	20 605	20 613
Police nationale	11 196	11 120	11 102	11 050	10 910	10 916
Gendarmerie nationale	9 716	9 154	9 629	9 220	9 100	9 100
Sécurité et éducation routières	39	39	40	40	41	41
Sécurité civile	441	543	669	678	555	555
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	29 789	29 780	29 451	29 476	28 606	29 019
Inclusion sociale et protection des personnes	12 526	12 519	12 428	12 426	14 642	14 591
Handicap et dépendance	12 839	12 836	12 833	12 832	12 797	13 067
Egalité entre les femmes et les hommes	48	41	49	42	37	37
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales ⁽²⁾	1 176	1 184	1 141	1 176	1 129	1 325
Prise en charge par l'Etat du financement de l'indemnité inflation ⁽⁵⁾	3 200	3 200	3 000	3 000	0	0
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	1 588	1 468	2 123	1 533	1 264	1 262
Sport	574	574	765	686	427	426
Jeunesse et vie associative	660	660	627	612	710	708
Jeux olympiques et paralympiques 2024	355	234	730	236	128	128
TRANSFORMATION ET FONCTION PUBLIQUES⁽²⁾	303	506	821	455	314	311
Rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi-occupants	0	104	415	90	35	35
Fonds pour la transformation de l'action publique	36	145	167	134	72	72
Fonds d'accompagnement interministériel Ressources humaines	23	23	0	0	0	0
Innovation et transformation numériques ⁽²⁾	13	13	13	15	6	6
Fonction publique	230	221	226	216	201	198
TRAVAIL ET EMPLOI	19 246	17 268	20 196	17 681	14 699	14 736
Accès et retour à l'emploi	6 538	6 323	6 967	6 879	6 314	6 314
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	11 909	10 215	12 411	10 059	7 665	7 663
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	145	81	150	84	83	83
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	655	649	667	660	638	677
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	593 423	543 248	608 373	557 119	533 088	540 699
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	462 675	412 499	477 992	426 732	395 831	389 678

⁽¹⁾ Création en LFI 2021

⁽²⁾ Modification de libellé en LFI 2021

⁽³⁾ Suppression en LFI 2021

⁽⁴⁾ Création en LFR du 19/07/2021

⁽⁵⁾ Création en LFR du 01/12/2021



	Prévisions après LFR 2	Cumul à fin décembre		
	2 021	2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€.				
Impôt sur le Revenu (A)	96 899	99 781	97 777	97 777
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	2 502	2 500	2 705	2 905
Impôt sur les sociétés (C)	67 147	76 273	67 050	66 990
Impôt sur les sociétés	65 592	74 479	65 621	65 621
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	1 184	1 271	1 369	1 369
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés ⁽¹⁾	371	523	60	0
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	27 420	28 219	24 131	18 475
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	1 006	999	765	765
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	4 159	5 193	3 238	3 238
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	610	610	4	4
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	0	0
Impôt sur la fortune immobilière	2 225	2 103	2 016	2 016
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	9	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	80	76	151	151
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	1	4	1	1
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	19	24	15	15
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	27	26	92	92
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	85	95	80	80
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	205	189	193	193
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	1	2	1	1
Prélèvements de solidarité	11 406	11 814	10 777	10 777
Taxe sur les services numériques	443	474	375	375
Taxe d'habitation sur les résidences principales ⁽¹⁾	5 406	4 859	5 363	0
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat)	964	1 007	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	3	2	3	3
Recettes diverses	779	732	1 059	766
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	19 385	20 230	16 109	9 054
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	155 314	158 581	143 362	176 570
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	39 663	40 539	35 340	35 203
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	521	625	444	444
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	188	173	177	177
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	25	38	22	22



	Prévisions après LFR 2	Cumul à fin décembre		
	2 021	2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€.				
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	3 400	3 877	2 488	2 488
Mutations à titre gratuit par décès	14 219	14 807	12 620	12 620
Contribution de sécurité immobilière	809	898	759	759
Autres conventions et actes civils	432	504	391	391
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	549	615	515	515
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	359	353	336	336
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	150	204	97	97
Timbre unique	268	300	210	210
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules	900	537	569	569
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	9 685	9 699	9 615	9 615
Autres droits et recettes accessoires	5	5	4	4
Amendes et confiscations	47	42	30	30
Taxe générale sur les activités polluantes	756	824	637	637
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	72	49	68	68
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	0	12	177	177
Autres droits et recettes à différents titres	12	54	1	1
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	0	0	10	10
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	54	51	51	51
Taxe sur certaines dépenses de publicité	23	17	22	22
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	568	560	574	574
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	27	26	25	25
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	2 770	2 670	2 074	2 074
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	479	388	479	479
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	404	395	365	365
Prélèvement sur les paris sportifs	853	807	546	546
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	80	105	110	110
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	1 210	1 177	1 257	1 257
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Autres taxes	799	723	667	530
TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)	408 330	426 124	386 474	406 975
TOTAL GENERAL (net de R&D)	277 581	295 738	249 218	255 953

(1) Création en LFI 2021



	Prévisions après LFR 2	Cumul à fin décembre		
	2 021	2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€.				
Dividendes et recettes assimilées (A)	4 497	4 362	4 457	4 517
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	2 730	2 731	4 061	4 061
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés ⁽¹⁾	0	0	26	86
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéfices des établissements publics non financiers	917	936	336	336
Autres dividendes et recettes assimilées	850	695	34	34
Produits du domaine de l'Etat (B)	1 114	1 321	1 466	1 466
Revenus du domaine public non militaire	181	194	184	184
Autres revenus du domaine public	5	6	6	6
Revenus du domaine privé	224	233	211	211
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	703	884	683	683
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	0	2	0	0
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	380	380
Autres revenus du Domaine	1	1	1	1
Produits de la vente de biens et services (C)	2 759	2 768	1 711	1 711
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	513	595	413	413
Autres frais d'assiette et de recouvrement	1 126	1 101	944	944
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	36	7	34	34
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	3	3	3	3
Autres recettes diverses	1 081	1 062	316	316
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	946	453	362	362
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	463	50	83	83
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	3	3	25	25
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	19	18	10	10
Intérêts des autres prêts et avances	160	177	84	84
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	109	117	111	111
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	13	19	6	6
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	180	68	42	42



	Prévisions après LFR 2	Cumul à fin décembre		
	2 021	2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€.				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	2 837	2 850	5 030	5 030
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	546	504	388	388
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	1 408	1 214	1 789	1 789
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	191	196	73	73
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	15	14	13	13
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	652	898	2 746	2 746
Frais de poursuite	12	12	11	11
Frais de justice et d'instance	10	11	8	8
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	4	2	2	2
Divers (F)	10 199	9 503	1 683	1 683
Reversements de Natixis	62	20	34	34
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	0	316	316
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	2 758	1 981	479	479
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	69	76	69	69
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	9	13	7	7
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régaliennne	0	0	0	0
Frais d'inscription	6	9	7	7
Recouvrement des indemnisations versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	7	9	7	7
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	6	6	4	4
Récupération d'indus	30	27	20	20
Recouvrements après admission en non-valeur	139	161	112	112
Divers versements de l'Union européenne	5 118	5 118	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	36	51	27	27
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	35	30	28	28
Recettes diverses en provenance de l'étranger	1	1	1	1
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	3	3	3	3
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	525	527	308	308
Produits divers	1 044	994	24	24
Autres produits divers	350	477	238	238
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	22 352	21 257	14 709	14 768

(1) Suppression en LFI 2021



	Prévisions après LFR 2	Cumul à fin décembre		
	2 021	2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€.				
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-43 587	-43 371	-39 771	-41 999
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-26 758	-26 758	-26 754	-26 843
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-7	-6	-7	-7
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	-50	-31	-27	-27
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-6 750	-6 704	-6 406	-6 406
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-563	-561	-359	-2 497
Dotations élu local	-101	-101	-101	-101
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	-55	-38	-52	-52
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	-466	-466	-466	-467
Dotations départementales d'équipement des collèges	-326	-325	-326	-326
Dotations régionales d'équipement scolaire	-661	-661	-661	-661
Dotations globales de construction et d'équipement scolaire	-3	-3	-3	-3
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-2 905	-2 912	-2 917	-2 917
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-413	-434	-425	-425
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	-4	-16	-3	-3
Dotations de compensation liées au processus de départementalisation de Mayotte	-107	-107	-107	-107
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	-7	-7	-7	-7
Dotations de garantie des versements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-284	-283	-284	-284
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	-48	-48	-48	-48
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	-27	0	-27	-27
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage	-123	-123	-123	-123
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la Polynésie française	-91	-91	-91	-91
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des collectivités du bloc communal confrontées à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire	-263	-154	-549	-549
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des régions d'outre-mer confrontées à des pertes de recettes d'octroi de mer et de taxe spéciale de consommation du fait de la crise sanitaire	-35	-22	-27	-27
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de la collectivité de Corse confrontée à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	-4	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Wallis-et-Futuna confrontées à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	-2	0	-1	-1
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels ⁽¹⁾	-3 523	-3 520	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des communes et EPCI contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de cotisation foncière des entreprises ⁽¹⁾	-1	-1	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat de compensation du Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) ⁽¹⁾	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et des groupements de communes qui procèdent à l'abandon ou à la renonciation définitive de loyers ⁽¹⁾	-10	-1	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-26 485	-26 368	-23 691	-23 691
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-70 072	-69 739	-63 462	-65 690
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux		7 488	11 639	11 639
Fonds de concours - coopération internationale		472	329	329
TOTAL FONDS DE CONCOURS	5 674	7 960	11 968	11 968

⁽¹⁾ Création en LFI 2021



	Prévisions après LFR 2			Cumul à fin décembre								
	Dépenses	Recettes	Soldes	Dépenses			Recettes			Soldes		
				2021	2020 retraité	2020 exécuté	2021	2020 retraité	2020 exécuté	2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€.												
Comptes d'affectation spéciale	71 745	69 032	-2 713	68 257	73 680	80 689	67 894	73 737	80 807	-363	56	118
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	1 410	1 416	6	1 233	1 326	1 326	1 382	1 144	1 144	149	-182	-182
Développement agricole et rural	136	138	2	114	127	127	138	140	140	25	13	13
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	360	377	17	345	297	297	377	376	376	32	79	79
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	275	310	35	427	522	522	333	262	262	-94	-260	-260
Participation de la France au désendettement de la Grèce	118	133	15	209	158	158	133	84	84	-77	-74	-74
Participations financières de l'Etat	9 221	5 918	-3 303	5 536	11 701	11 701	4 767	10 920	10 920	-769	-782	-782
Pensions	60 225	60 741	516	60 394	59 549	59 549	60 764	60 812	60 812	370	1 262	1 262
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	276	0	0	313	0	0	37
Transition énergétique ⁽²⁾	0	0	0	0	0	6 732	0	0	6 757	0	0	25
Comptes de concours financiers	128 010	126 562	-1 448	123 941	126 702	124 600	124 589	121 327	118 987	648	-5 375	-5 613
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	11 294	8 732	-2 562	10 971	10 923	10 923	8 384	8 304	8 304	-2 587	-2 619	-2 619
Avances à l'audiovisuel public	3 719	3 719	0	3 719	3 789	3 789	3 719	3 789	3 789	0	0	0
Avances aux collectivités territoriales	110 615	111 745	1 129	107 825	110 640	108 538	110 242	108 005	105 665	2 417	-2 634	-2 873
Prêts à des Etats étrangers	1 274	1 841	567	430	570	570	1 687	483	483	1 257	-87	-87
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	1 108	525	-582	996	780	780	558	747	747	-439	-34	-34
Comptes de commerce			-19	44 696	41 755	41 755	45 103	41 806	41 806	407	51	51
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires				654	567	567	652	578	578	-2	11	11
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire				184	170	170	201	167	167	17	-3	-3
Couverture des risques financiers de l'Etat				2 369	1 518	1 518	2 369	1 518	1 518	0	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat				722	638	638	705	647	647	-16	10	10
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat				40 181	38 121	38 121	40 206	38 146	38 146	26	25	25
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés				3	7	7	6	10	10	3	3	3
Opérations commerciales des domaines				47	45	45	90	79	79	44	33	33
Régie industrielle des établissements pénitentiaires				27	23	23	30	23	23	3	0	0
Renouvellement des concessions hydroélectriques				0	0	0	0	0	0	0	0	0
Soutien financier au commerce extérieur				511	668	668	844	639	639	333	-29	-29
Comptes d'opérations monétaires			51	1 714	1 897	1 897	3 209	3 418	3 418	1 495	1 521	1 521
Emission des monnaies métalliques				127	154	154	235	172	172	108	18	18
Opérations avec le Fonds Monétaire International				1 558	1 725	1 725	2 959	3 223	3 223	1 402	1 498	1 498
Pertes et bénéfices de change				29	18	18	15	23	23	-14	5	5
TOTAL COMPTES SPECIAUX			-4 128	238 608	244 035	248 941	240 795	240 289	245 018	2 187	-3 746	-3 923
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)			-4 128	237 050	242 310	247 216	237 836	237 065	241 795	786	-5 244	-5 421

⁽¹⁾ Suppression en LFI 2021

⁽²⁾ Suppression en LFI 2020 à compter de 2021



		unité : million d'€.	Solde au 31/12/2020	Flux nets de l'année	Solde à fin décembre 2021
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance		193	96	290
	Organismes à caractère financier	Caisse des Dépôts et Consignations	10	6	17
		La Poste	0	0	0
		Divers organismes à caractère financier	513	3 257	3 770
	Total organismes à caractère financier		717	3 360	4 077
	CEPL	Régions	4 531	939	5 471
		Départements	8 247	1 912	10 159
		Communes	26 806	2 301	29 107
		HLM	137	-81	57
		Autres	27 904	3 299	31 203
	Total CEPL		67 626	8 370	75 996
	Etablissements publics de santé		7 642	487	8 128
	Etablissements publics nationaux	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	29 216	-1 127	28 089
		Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	16 351	7 637	23 988
		Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	4 284	487	4 771
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	1 726	448	2 174
	Total établissements publics nationaux		51 577	7 445	59 022
	Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger		15 224	-4 770	10 453
	Union européenne		2 145	1 897	4 042
	Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	Fonds et Fondations	58	13	71
GIP		964	652	1 616	
EPLÉ		2 510	152	2 662	
Autres correspondants		7 684	1 042	8 726	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor		0	0	0	
	Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	48	-27	21	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés		11 263	1 832	13 096	
Total Dépôts de fonds du Trésor		156 195	18 620	174 815	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	35	12	47	
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	0	0	0	
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0	
	Total Comptes à terme	35	12	47	
Total Passif (A)		156 230	18 632	174 862	
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0	
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0	
Total Actif (B)		0	0	0	
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)		156 229	18 632	174 861	



unité : million d'€.	Solde au 31/12/2020	Flux nets de l'année	Solde à fin décembre 2021
Titres négociables (A)	2 000 986	144 150	2 145 136
Titres négociables à moyen et long terme	1 839 378	150 379	1 989 757
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 839 378	150 379	1 989 757
<i>dont - taux fixe</i>	<i>1 619 368</i>	<i>134 027</i>	<i>1 753 395</i>
<i>- taux variable</i>	<i>199 932</i>	<i>8 498</i>	<i>208 430</i>
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont - taux fixe</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>- taux variable</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	161 608	-6 229	155 379
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	161 608	-6 229	155 379
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	29 208	-1 535	27 673
TOTAL (A+B+C)	2 030 194	142 615	2 172 809



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2020 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2020 retraité » correspondent aux données exécutées corrigées des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI 2021.

Autorisations d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédits de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

Dettes financières de l'Etat

La dette financière de l'Etat (page 17) ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations, pour présenter un montant en accord avec la dette au sens de Maastricht.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R&D : Remboursements et Dégrevements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat : ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde ; les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.